

1h30 chrono de luttes et d'espoir



15H20 Ouverture
Les portes sont ouvertes depuis 10 min, la foule s'installe dans une ambiance enthousiaste et fraternelle. Les drapeaux et affichettes s'arrachent...



15H33 Juliette BISSON
Première à être interviewée par Yvon RENEVOT. Juliette, 19 ans, témoigne d'une année d'engagement, de la lutte contre le CPE à son adhésion à la JC... jusqu'à la campagne de Marie George BUFFET.



15H40 Yannick PELTIER
Secrétaire régional du PCF, Yannick réaffirme l'engagement des communistes des Pays de la Loire dans la campagne, souhaitant que le meeting donne encore plus d'énergie pour la dernière ligne droite.



15H48 Emmanuelle BISOL
Emmanuelle, solidaire avec la directrice d'école de Belleville mise en garde à vue par la police de SARKOZY, est en campagne pour l'école de l'égalité républicaine qui accueille et protège tous les enfants



15H53 Arrivée de Marie George BUFFET
C'est une foule à l'enthousiasme communicatif qui accueille Marie George BUFFET.



16H03 Martine RITZ
Intermittente du spectacle, Martine parle des luttes pour un statut qui permette au monde de la culture de vivre... Elles se prolongent dans la campagne!



16H10 Christian SAULNIER
Ancien d'airbus, Christian témoigne de la mobilisation des salariés pour l'abandon du plan Power 8. Pour que les investissements aillent à l'emploi, il plaide pour un engagement de la BCE.



16H13 Daniel CIRERA
Responsable du PCF aux questions européennes, Daniel appelle à la responsabilité des électeurs du NON pour ne pas se faire voler leur vote du 29 Mai.



16H17 Maité MOLA
Déléguée européenne du Parti Communiste Espagnol, Maité insiste sur les solidarités européennes à construire et assure que le vote français aura des conséquences sur la possibilité de construire l'Europe sociale.



16H23 Emmanuelle STIESZ
Toute en sincérité, Emmanuelle parle de sa situation personnelle et semble donner vie au slogan de campagne: Vivre mieux, on y a droit!



Une gauche courageuse : ça change la vie!
Meeting
Zénith de Nantes
samedi 24 mars 15 heures 30
Rassemblement de la gauche populaire - antilibérale

15h39 Michel RICA

Dans ce département, nous sommes bien placés pour savoir

que la droite a une politique. C'est celle du MEDEF. C'est celle des spéculateurs, celle que nous connaissons à Airbus, aux Chantiers, à Alcatel. Un programme mais aussi plusieurs visages : SARKOZY, LE PEN, BAYROU, DE VILLIERS. A l'opposé, ce qu'attendent les salariés de ces grandes entreprises industrielles, les salariés des PME, les fonctionnaires, ce qu'attendent les jeunes, les précaires, les privés d'emploi, les retraités, les sans droits, c'est une politique courageuse. Une politique qui s'attaque au pouvoir de l'argent, qui rompt avec les logiques libérales. C'est cette ambition que porte, Marie George BUFFET dans la campagne. Sa candidature s'inscrit dans une démarche de rassemblement de toute la gauche. Elle a le soutien de plus de 4 500 élus et bénéficie de l'engagement de dizaines de milliers de militants, communistes, syndicalistes, associatifs. Nous le savons, rien n'est joué. Le 22 avril peut encore ouvrir la perspective à gauche. Le 29 mai 2005 est là pour le rappeler. Alors, OUI vraiment, le vote Marie George BUFFET le 22 avril sera le vote le plus déterminé pour Battre la Droite et réussir à Gauche.

Un Zénith plein d'idées

« Rebelle et populaire, Marie-George BUFFET défend une gauche de combat » tels étaient quelques uns des titres de la presse locale au lendemain du meeting de la candidate dans la belle et imposante salle de Saint-Herblain chauffée par 2 500 voix enthousiastes des participants attentifs. Tout avait commencé par des témoignages du quotidien des gens de notre département, de la précarité, aux difficultés de la jeunesse, des Chantiers navals aux questions de l'enseignement. Chacune et chacun montrant avec ses exemples, le besoin impérieux d'une autre politique pour notre pays. Avec l'arrivée de la candidate sur tribune, ovationnée et congratulée par de nombreuses personnes dans sa traversée de la salle, une autre page s'ouvre. C'est une démonstration simple et efficace d'un engagement populaire au sens profond du terme, c'est la démonstration qu'un grand rassemblement contre la droite avec des idées audacieuses, de combat, rebelles et populaires, est en train de prendre corps. C'est également la démonstration qu'il est possible de rassembler

des jeunes, des salariés, des retraités, des hommes et des femmes pour changer la vie, construire une autre société. C'est enfin le résultat concret, sans aucune équivoque, de l'engagement de nombreux militants communistes qui ont préparé ce meeting. Emmanuelle, cette jeune femme de 26 ans, mère de famille, travaillant en intérim marquera la première partie de cet après midi. Elle n'a pas besoin de longues phrases et de beaucoup de temps pour faire partager aux 2 500 participants à ce meeting, son engagement auprès de Marie-George BUFFET et son expérience personnelle et professionnelle qui dès son premier contrat, s'est terminée au prud'hommes après que son employeur n'ait pas voulu la payer. On était bien loin en ce samedi après midi de printemps, de petites phrases bien distillées et travaillées d'avance. On était bien loin de propos politiques loin des gens et de leurs préoccupations. En ce samedi après midi de printemps, on était tout simplement avec Marie-George BUFFET, au cœur de la vie des gens qui se battent pour vivre et travailler dignement.



16h26 Intervention de Marie-George BUFFET

« Nous n'allons pas nous laisser intimider par les articles, les sondages et les experts de l'ordre établi !.../ Etre de gauche, ce n'est pas rivaliser avec la droite sur des thèmes de plus en plus réactionnaires. /.../ Je refuse de me battre pour des bouts de chiffon, la Marseillaise n'appartient à aucun candidat, elle est le symbole d'un peuple en marche pour se libérer de toutes les formes d'exploitation. Notre France n'est pas celle qui licencie/.../ c'est la France rebelle et populaire, une France de toutes les couleurs... Une France que les politiques de droite blesse et mutile/.../ Guy MOQUET et tous les résistants communistes, catholiques, gaullistes, vous les auriez devant vous monsieur SARKOZY, manifestant contre le contrat première embauche... Devant vous pour empêcher la police d'enlever des enfants et d'arrêter une direc-



trice d'école... Devant vous pour défendre leurs entreprises et le droit d'étudier/.../ Mais tout sauf SARKOZY, ce n'est pas voter BAYROU qui veut rassembler les oui-ouistes. Avec SARKOZY, c'est l'autre fils jumeau de Mme PARI-SOT !.../ Aujourd'hui, j'ai envie de parler de vous, de votre vie, de vos entreprises/.../ Alors voter utile, est-ce tomber dans les tactiques politiciennes de certains ou bien est-ce que c'est, voter pour vous, pour vos collègues, pour vos proches, pour une candidature qui porte réellement vos aspirations, pour une gauche audacieuse déterminée à combattre les idées réactionnaires et libérales. »

17h15 Collecte

C'est une foule combative et déterminée à ne pas se faire voler l'élection qui quitte le Zénith à la fin du meeting. La traditionnelle collecte au drapeau est un succès puisque 1 200 euros sont récoltés. Tous les militants ayant participé à l'événement peuvent enfin se reposer... avant les prochaines initiatives de campagne.



Notre zoom : Précarité - Misère

EN BREF

De plus en plus pauvres !

Selon les bailleurs sociaux, les 67 000 locataires du parc HLM de Loire-Atlantique sont de plus en plus pauvres, y compris lorsqu'ils sont salariés. D'où la forte hausse constatée des aides sociales dans le cadre du Fonds de solidarité pour le logement. En 2006, le Conseil général, par le FSL, a déboursé 3,8 millions d'euros pour 4 300 dossiers, soit une hausse de 1,2% du nombre de personnes aidées et de 20% du budget.

7 millions

C'est le nombre de travailleurs pauvres vivant avec un salaire inférieur à 722 euros. 1 200 000 personnes vivent avec le RMI, 20 000 en Loire-Atlantique.

Petits salaires

Les salariés de la région des Pays de la Loire sont moins bien payés en moyenne que ceux des autres régions françaises et l'échelle des salaires y est aussi plus réduite. La moitié des salariés ont un salaire horaire net inférieur à 8,70 euros. 10% des salariés ont un salaire inférieur à 6,30 euros par heure.



Record absolu

Pour les 946 personnes dont le montant cumulé des fortunes atteint 3 500 milliards de dollars (+35% sur l'an passé), presque le double du Produit Intérieur Brut de la France. Dont le témoin de mariage de SARKOZY, le ci-devant seigneur de l'industrie du luxe Bernard ARNAULT !

+8,9%

C'est la progression du nombre de repas distribués en un an par les Restos du cœur dans notre département. Alors qu'au niveau national, la hausse n'est que de 4%. Les femmes seules avec enfants et les jeunes de moins de 25 ans, constituent la plus grande partie. Mais l'on retrouve de plus en plus de petits salariés et de retraités

La situation est devenue intolérable

Plus de 7 millions de salariés perçoivent un salaire inférieur à 722 euros par mois et se trouvent dans l'incapacité de se nourrir, de se loger ou de s'habiller décemment, de même que leur famille. Plus de 12 millions ont moins de 843 euros de revenus mensuels. Plus de 3 sans domicile fixe sur 10 ont un boulot à temps complet, partiel ou précaire, gagnent souvent entre 900 et 1 300 euros, et cherchent pourtant le soir où dormir... Entre la moitié et les deux tiers des femmes qui travaillent ont un contrat au sigle étrange -CIP, CIA, RMA...-, touchent moins de 750 euros par mois, ont un enfant, vivent seules ou avec un conjoint au chômage et forment 90% des familles monoparentales... Le chômage est à un niveau insupportable et ce n'est pas les affirmations d'autosatisfaction du gouvernement s'appuyant sur des statistiques mille fois retravaillées qui démentent la réalité. La

baisse du chômage s'accompagne désormais de la montée du RMI. On constate qu'il y a un effet de vases communicants entre demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RMI. Toutes les politiques qui affirmaient vouloir régler le problème du chômage par un accompagnement social, ce qui le plus souvent a conduit à une baisse du coût du travail, ont montré leur inefficacité. Fin novembre 2006, ils sont plus de 2 millions de demandeurs d'emploi accompagnés



de deux millions d'enfants pauvres. De plus la droite, son gouvernement et le MEDEF ont généré une ère de la précarité généralisée. Ils en rajoutent sans cesse : CPE, CNE, contrats seniors, autant de dispositifs destinés à dynamiser le code du travail. C'est à eux que SARKOZY s'adresse avec l'arrogance des maîtres. Aux travailleurs, il lance qu'il serait bien temps qu'ils réhabilitent la valeur travail et cessent de feignanter. A ces salariés fatigués et usés, il met en main un nouveau chantage : travaillez toujours, c'est la condition pour gagner à peine plus. A ces ouvriers qui vivent plus de dix ans de moins que les cadres, il pro-

met de repousser l'âge de la retraite. Et faut-il compter sur Bayrou tout acquis aux lois de régressions sociales votées à l'Assemblée nationale ? Dans le même temps, où ces millions de personnes s'enfoncent ainsi dans les privations, les grandes fortunes explosent. Ce qui est inversement proportionnel à la régression sociale de tout une partie de la population. Parce que la variable ajustable dans notre système, ce sont les salaires et les emplois des hommes et des femmes qui n'ont que leurs bras et leur tête pour gagner leur vie. L'exemple d'Airbus le montre ! Pour préserver les dividendes des actionnaires, on n'hésite pas à mettre à la rue des milliers d'hommes et de femmes ! Tout cela n'est ni acceptable ni fatal. C'est une orientation politique qui le permet, il est grand temps d'en instaurer une autre.

Marie George BUFFET : pour vivre tout simplement !

- **Améliorer les revenus et le niveau de vie**
- **Lutter contre l'emploi précaire.** Le CDI à temps complet doit être la règle. Le CNE, le CDE, la loi sur « sur les services de proximité » et celle appelée cyniquement « sur l'égalité des chances » seront abrogés. La sous-traitance sera encadrée pour responsabiliser les donneurs d'ordre.
- **Sécuriser les parcours de travail et de vie.** Les licenciements seront interdits pour les entreprises qui réalisent des profits.
- **Poursuivre la réduction du temps de travail.**

- **Améliorer le droit du travail.** On abrogera les mesures régressives. La validation des accords collectifs nécessitera la signature d'organisations syndicales représentant la majorité des salariés.
- **Restaurer et développer la protection sociale.** On rétablira le droit à la retraite à taux plein à 60 ans, sur la base de 37,5 annuités et des 10 meilleures années.
- **Développer les services publics et l'appropriation sociale.** De nombreux services publics seront créés : habitat, petite enfance, médicament, aide aux personnes âgées, dépendantes, aux personnes handicapées, traitement des déchets, eau et énergie.
- **Contribuer à une véritable politique industrielle.**

Elle témoigne...

18 ans, premiers boulots, premières galères... 10 ans de précarité plus tard, c'est l'occasion d'un bilan : CDD, temps partiels, bas salaires... Des employeurs associatifs qui bafouent allégrement le code du travail et la volonté de ne pas laisser faire, mais toujours le même dénouement : licenciements abusifs, non renouvellement de CDD... Bref, le retour à la case « privé d'emploi », pour cause de défense de ses droits. Quand j'entends parler d'« économie sociale et solidaire », je suis amère. Loin de l'image idyllique de ce secteur avec ses « employeurs différents » et son « gisement d'emploi », bon nombre de salariés vivent, souffrance au travail, précarité, harcèlement. Les financements publics dont vivent largement les associations, doivent être contrôlés. Dans ce secteur comme dans d'autres, les besoins se développent mais il faut d'urgence imposer des mesures concrètes pour protéger les salariés ! Mon premier emploi stable, c'était sur le centre Géorama.



Alexandra Poncelet
Syndicaliste dans l'animation socio-culturelle
Candidate aux législatives

L'association gestionnaire du site ayant changé, les deux associations se rejettent la responsabilité employeur. Ni salariés, ni licenciés, nous sommes restés sans travail et sans rémunération pendant plusieurs mois. Après 15 mois de lutte, nous avons obtenu nos salaires mais les licenciements ont suivi. 10 ans de travail, une fréquentation régulière des prud'hommes, une précarité qui permet difficilement les projets personnels... Ce n'est pas comme ça que j'imaginai mon avenir ! La mobilisation contre le CPE a exprimé avec force la volonté de toute une génération de construire un avenir professionnel débarrassé de la précarité. La sécurisation des parcours professionnels, c'est un enjeu d'avenir !

Actu Flash...

Quelle candidature pour le monde du travail ?

7 candidatures à gauche, est-ce trop ? A s'adresser aux classes moyennes, à refuser de prendre au partage des richesses, le PS de ROYAL

peine à incarner le changement à gauche et à mobiliser l'électorat populaire. La question n'est pas celle du nombre des candidatures mais celle de l'identité de la gauche. La 6ème campagne LAGUIER tourne en boucle comme un vieux film noir et blanc qui n'aurait pas changé, ni surtout rien changé pour les travailleuses et les travailleurs à qui elle prétend s'adresser. Avec BESANCENOT, elle a trouvé sa relève, version jeune, avec le même discours de repli et de refus de faire bouger les lignes à gauche. BOVÉ, lui, répète à longueur d'interview tout le mal qu'il pense des partis. La gauche doit prendre sa responsabilité envers le monde du travail : Stopper la politique de casse sociale de la droite, apporter des réponses concrètes sur les salaires, la protection sociale, les licenciements et se donner les moyens d'y arriver. C'est tout le sens de la candidature de Marie George BUFFET, soutenue par les communistes et leurs élus qui ont toujours été des points d'appuis pour le monde du travail dans les luttes comme dans les institutions.





Et l'emploi dans tout ça ?

Alcatel et Airbus licencient, Aker Yards brade les Chantiers navals et toute sa filière maritime. Dans le seul département de Loire-Atlantique, le désastre des licenciements, des délocalisations et de la loi du profit à courts termes se poursuit. **Pas un jour ne passe sans annonce de luttes ou de fermetures de sites.** Si l'on tente de réduire le débat politique à l'utilisation du drapeau tricolore, c'est pour taire les propositions faites par les principaux candidats sur la question essentielle de l'emploi. Pour BAYROU et SARKOZY, les choix sont faits, ils sont clairs. Quand les profits explosent, il faut continuer de réduire les cotisations sociales. En 25 ans, **les revenus du capital ont progressé de plus de dix points sur les revenus du travail.** Pour SARKOZY, respecter le travail, c'est travailler plus et mettre un peu plus les salariés en concurrence entre eux. **Si le MEDEF applaudit les propositions de BAYROU et SARKOZY,** celles du PS semblent insuffisantes pour gagner la bataille de l'emploi. Il s'agit de poursuivre la politique de baisse des « charges » sociales et de relancer un programme d'emplois aidés. Seule la



proposition d'une agence de réindustrialisation, plutôt vague, et celle d'une modulation de l'impôt sur les sociétés vont dans le bon sens. Mais à l'inverse, **Ségolène ROYAL refuse d'aborder la question de la financiarisation de l'économie.** C'est pourtant la bataille à mener d'urgence pour créer les emplois nécessaires. Éviter l'emprise des fonds de pension sur l'économie française nécessite

deux leviers. Le premier concerne le secteur bancaire. Seul un pôle financier public pourrait octroyer des crédits bonifiés aux entreprises sur critères sociaux et d'emplois. Par ailleurs, la reprise de contrôle politique de la Banque Centrale Européenne aurait aujourd'hui pu permettre, par exemple, de créer de la monnaie hors circuits financiers pour un refinancement public d'Airbus. Le second levier réside bien sûr dans le **pouvoir d'intervention et de contre proposition des salariés.** Cette mesure, comprise dans la loi communiste de modernisation sociale (abrogée par la droite en 2002) aurait certainement permis de sauver des milliers d'emplois. Dans la Vème puissance industrielle mondiale, alors que les profits explosent, le chômage n'est pas une fatalité et les moyens existent pour une sécurisation des parcours professionnels. C'est une question de volonté politique et de rapport de force social! **Les luttes passées et actuelles témoignent de la pertinence des propositions portées par Marie George BUFFET, mais le rapport de force doit se prolonger dans les urnes.**

EN BREF

Travailler plus...

C'est le mot d'ordre du candidat SARKOZY qui veut assouplir les 35 heures et les licenciements. Héritier de 5 années de casse sociale des gouvernements de droite, il s'adresse à « La France qui se lève tôt ». Pour qu'elle se lève encore plus tôt?

...Pour vivre moins!

Les dernières études du CNRS montrent que l'intensification du travail s'est stabilisée en France alors qu'elle est en baisse dans les autres pays européens. Si bien qu'aujourd'hui, l'espérance de vie d'un ouvrier français est l'une des plus basses d'Europe

Entrepreneur

Il l'est, François BAYROU, pourtant, niveau



emploi, ce sont bien les solutions de la droite qu'il compte appliquer: « ce qui fait l'emploi, c'est l'entreprise. L'esprit d'entreprise et l'entrepreneur ». Et de proposer deux emplois sans « charges » pour chaque entreprise. On ne se refait pas...

Front libéral

L'emploi ne figure pas dans le programme du FN, on y parle « d'acteurs économiques ». Pour LE PEN, le chômage est dû avant tout à « l'ISF, facteur de délocalisations », au code du travail « pléthorique », aux 35 heures, à la taxe professionnelle et au syndicalisme français.

Bravitude ?

« Je veux alléger les charges sociales sur les jeunes diplômés ». Ségolène ROYAL a-t-elle entendu ce que les jeunes expriment dans la lutte contre le CPE? Et si on les considérait comme des salariés à part entière, dont l'emploi serait utile à la solidarité nationale plutôt qu'au profit des entreprises ?

LES LUTTES

Pour leur pouvoir d'achat

Les retraités étaient dans la rue, le 29 mars.

Pour de meilleures conditions de travail

Les salariés de la Sécu ont dénoncé les projets de fusion de CPAM, le taux de remplacement des départs d'environ 60% pour 2006-2009, la fermeture des maisons de la sécurité sociale, la dégradation du service rendu aux assurés sociaux mais aussi, le non rattrapage de leur pouvoir d'achat.

Pour l'emploi

La CGT Métallurgie a mobilisé pour la défense du secteur industriel, plus particulièrement dans le bassin de Saint-Nazaire, lourdement touché par les annonces de restructurations, délocalisations comme à Airbus ou aux Chantiers de l'Atlantique.

Pour défendre le service public de l'énergie

Les salariés d'EDF-GDF manifestaient contre les 4 000 suppressions d'emploi, les disparitions de sites de proximité, la volonté de passer en force pour accélérer la fusion de Suez et de Gaz de France.

... Ils étaient dans la rue mais aussi La Poste, France Télécom, Alcatel, les enseignants.

Solidaires, choqués et en colère

Les citoyens ont exprimé leur colère face à l'arrestation d'une directrice d'école. Ils ont exigé l'abandon de toutes les poursuites à son encontre et demandé de « laisser les enfants de sans-papiers grandir ici ! »

Une autre politique à gauche avec M.G. BUFFET

« Il y a besoin de **construire un nouveau mode de développement solidaire**, générateur d'emplois utiles, permettant de produire de nouvelles richesses et de mieux redistribuer les richesses produites. »

« **Il faut moduler l'impôt sur les sociétés** selon l'utilisation des bénéfices en faveur ou non de l'emploi et des salaires et supprimer des zones franches et des régimes dérogatoires. »

« **Il faut mettre fin aux baisses de cotisations sociales.** L'argent public qui leur est consacré (23 milliards d'euros annuels) sera converti en un **Fonds national de soutien des investissements sécurisant l'emploi et la formation.** »

« **Il faut permettre de changer les relations des entreprises avec les banques,** à partir d'un crédit nouveau et d'un pôle financier public. »

Il faut créer un fond national de sécurisation de l'emploi et de la formation, qui sera régionalisé, prenant en charge la bonification des prêts bancaires, dans la mesure où ils développent l'emploi et la formation. »

« **Il faut en finir avec la dictature des marchés financiers,** avec les pleins pouvoirs du chef d'entreprise. »

Des droits d'intervention et de décision des salariés et de leurs organisations dans la gestion des entreprises seront reconnus. »

Les délocalisations touchent toute l'économie européenne. De plus en plus, se développe un chantage

MOBILISATION EUROPÉENNE CONTRE LES DELOCALISATIONS

pour faire accepter des suppressions d'emplois, le gel des salaires ou l'augmentation du temps de travail.

Je propose un **droit de moratoire des salarié-es pour faire appliquer des solutions alternatives.** Les entreprises qui délocalisent doivent rembourser toutes les aides publiques reçues. Une taxe pénalisante doit être appliquée sur la réimportation des produits de ces entreprises. Cette mobilisation contre les délocalisations doit s'accompagner d'une **politique européenne d'harmonisation sociale** et fiscale pour contrer la mise en concurrence des salariés et des territoires

Confrontation :

Que disent les autres candidats ?



La plupart des candidats, faute de s'attaquer aux logiques du capitalisme financiarisé optent pour ses solutions libérales. Pour Ségolène ROYAL « La sécurité sociale doit s'inscrire dans une démarche du « donnant-donnant ». **Les droits nouveaux doivent être accompagnés de devoirs nouveaux.** On passerait d'une logique « passive » dans laquelle on donne une allocation à une logique « active » pour définir un par-

cours d'évolution vers l'emploi. Pour lutter plus efficacement contre les délocalisations, plusieurs intervenants suggèrent de favoriser l'actionnariat salarié ». Ces propositions s'inspirent de la « flexicurité » des pays du Nord qui accompagne un salariat précaire et « adaptable » aux évolutions des marchés ». Le faux nez de la droite, BAYROU, est plus direct:

« Il faut qu'un nouveau régime des heures supplémentaires permette, dans l'entreprise, à chacun de répondre librement à ses attentes... Je propose cinq pistes pour transférer ces charges : une cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, une hausse de la CSG, la TVA sociale, une taxe sur la consommation de carburants fossiles, enfin une taxe sur les mouvements

financiers. ». Pour lui, la création d'emplois repose sur la baisse des cotisations sociales alors que rien n'indique que cette politique appliquée depuis 25 ans n'ait permis la moindre création d'emploi. Quand à la touche sociale sur taxe sur les mouvements financiers, ce fervent adepte du TCE sait bien que l'Europe ne permet pas d'entrave à la « libre circulation des capitaux et marchandises ». Quand à SARKOZY, son projet consiste à **définiciser le travail et à acculer les salariés aux heures supplémentaires et aux départs à la retraite, tardifs... Dans un pays étranglé par le chômage de masse :** « La France travaille moins que ses partenaires. Sans un niveau suffisant de travail, il n'y a pas de richesse et de croissance. Tout doit être mis en œuvre pour encourager le travail. »

Evènements, culture, idées.

Place publique #2

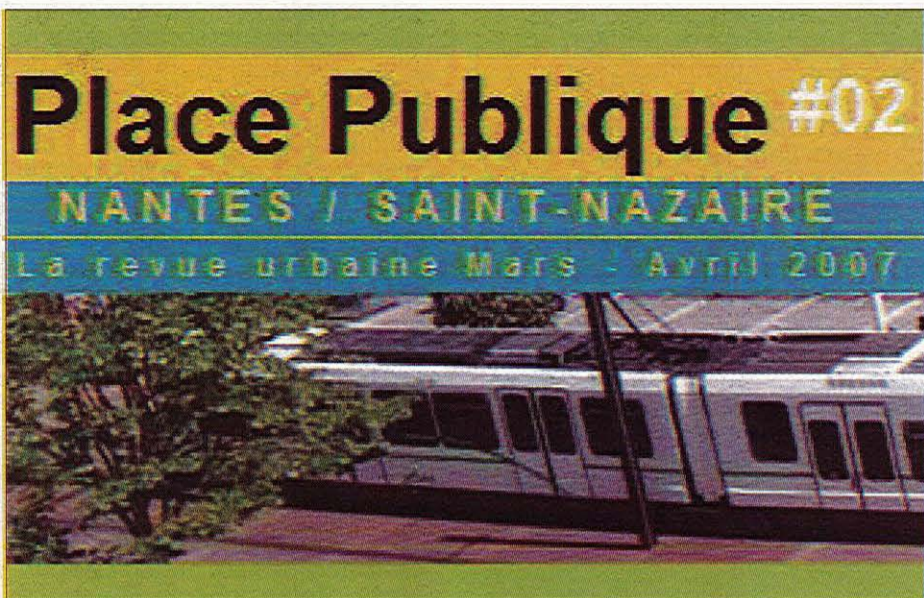
Une nouvelle «revue urbaine» métropolitaine

Place publique est une nouvelle « revue urbaine » de réflexion et de débat sur la métropole de Nantes - Saint-Nazaire. Editée par l'association Mémoire et Débats, elle paraît tous les deux mois. Ne se voulant pas seulement une « revue savante », elle donne néanmoins une large place aux universitaires.

Le deuxième numéro paraît alors que la ville reçoit une importante réunion du réseau des Eurocités. Cette rencontre internationale est ainsi pour Place publique l'occasion de se demander dans son Dossier - le premier était consacré au Musée de Nantes - quelle place tient aujourd'hui la métropole Nantes / Saint-Nazaire dans l'Europe des villes ?

Cela suppose tout d'abord de faire le point sur les classements de villes : Nantes y navigue un peu au-delà de la cinquantième place. Mais que valent vraiment ces classements ? s'interroge le géographe J. Renard. Prennent-ils en compte les bons critères ? Et attribuent-ils à Nantes son périmètre le plus pertinent, Saint-Nazaire et La Baule inclus, Chantiers navals et hôtels quatre étoiles compris.

L'historien A. Croix rappelle quant à lui, avec un brin de provocation, que Nantes est la ville la plus européenne de France. Depuis au moins un demi-siècle, elle



accueille des immigrants venus de tout le continent. Cette durée et cette diversité sans égale des courants d'immigration donnent un fondement solide aux ambitions internationales de la métropole du 21ème siècle.

Alors, au bout du compte, européenne ou pas, cette ville où beaucoup d'entre nous vivent ? Elle l'est à coup sûr par son histoire ancienne et par ses ambitions nouvelles. Elle l'est moins par sa géographie, plus atlantique que continentale.

Mais si sa chance était là ? L'Europe du charbon et de l'acier est derrière nous. La banane bleue, cette concentration de richesse, de population et... de pollution qui dessine un arc de Londres à Milan a perdu de son charme. L'espace, l'océan, une tradition d'ouverture, une cer-

taine manière de vivre ensemble, tout au bout de l'Eurasie, à l'heure où les nouvelles technologies abolissent les distances : à petit feu, bouillonnent peut-être ici les ingrédients d'une Europe digeste et durable.

Le « Débat » de cette seconde livraison, porte sur : « 1977 : pour Nantes, l'année du grand tournant ? »

Trente ans après la victoire de la gauche aux élections municipales et l'élection d'Alain Chénard à la mairie de Nantes, un débat public, organisé le 14 février 2007, est revenu sur cette date. Non pour commémorer l'événement, mais pour l'analyser : pourquoi cette victoire ? A-t-elle été suivie d'un nouveau style, plus moderne, de gouvernement de la ville ? Pourquoi l'équipe d'Alain Chénard a-t-elle été bat-

tue aux élections suivantes ? Entre la politique menée en 1977 par Alain Chénard et celle conduite depuis 1989 par le socialiste Jean-Marc Ayrault, y a-t-il rupture ou bien continuité ? Enfin, le cycle inauguré en 1977 est-il en train de se refermer ? On trouvera également dans la revue une chronique de J. Rouaud, ainsi qu'un article de J. Viard, « La métropole à l'heure de l'explosion du temps libre », transcription d'une conférence, prononcée en novembre 2006, à La Baule, au cours de la Conférence métropolitaine.

Une copieuse livraison, pour cette intéressante revue.

Place Publique n°2, mars-avril 2007, 160 pages, 10 €. **Site** : www.revue-placepublique.fr/

LIRE

Docteur Bové et mister José



« J'ai drôlement changé ! Je n'aurais pas imaginé, il y a quelques années, prendre part à une campagne électorale présidentielle. J'ai pourtant décidé d'y faire entendre la voix de la gauche alternative, écologiste et solidaire ». En effet, mais si le docteur Bové s'auto-proclame candidat "trait d'union" de la gauche alternative, mister José apparaît en trublion, porteur avant tout de division et de confusion.

Ces deux facettes sont entremêlées dans un livre écrit en moins d'un mois où il affirme d'entrée : « Je veux incarner une autre vision, une gauche nouvelle : la gauche alternative, écologiste et solidaire (...) On la dénomme "antilibérale", mais je préfère le terme "alternative" », subtil distinguo cependant peu explicite (p.12).

A « ceux qui s'interrogent sur la pertinence d'une candidature de plus » (p.23), le "candidat rebelle" - c'est le titre - rétorque : « Disons la vérité. La multiplicité des candidatures à la gauche du Parti socialiste est avant tout le résultat du patriotisme d'appareil de la LCR et du PC » (p.24-25). Il accuse M-G Buffet et D. Voynet « de vouloir négocier un accord électoral avec le PS entre la présidentielle et les législatives » (p.25). Etrange reproche quand on l'a vu implorer d'abord puis exiger ensuite, tous azimuts, ses 500 parrainages. Mais, assure-t-il, « nous n'avons pas le double langage, comme Marie-George Buffet, qui prétend être une candidate de rassemblement alors qu'elle n'est que la candidate du PC » (p.26). L'éditeur enfonce le clou, faisant fi de toute vérité : « N'appartenant à aucun parti mais choisi par les collectifs unitaires antilibéraux et des dizaines de milliers de citoyens [J. Bové], il "met en cause la pusillanimité de la gauche traditionnelle" !

S'il se reconnaît « dans la posture qui est à la base du mouvement altermondialiste et de ses succès contre l'OMC », il pose la question : « Suffit-elle aujourd'hui ? ». Pour y répondre : « Je suis convaincu que le rôle de la gauche alternative n'est plus simplement de témoigner mais d'agir. Nous devons prendre nos responsabilités en acceptant les risques de l'exercice du pouvoir » (p.18). Comprenez qui pourra.

Une lecture très édifiante, qui en dit long sur l'égoïsme et l'opportunisme d'un "rebelle" qui accumule à l'envie, confusions et ambiguïtés.

J. Bové, Candidat rebelle, Hachette Littératures, 2007, 186 pages, 13 euros

VOIR...



Après L'Huma-café sur les 50 ans des NLA

A l'occasion de l'Huma-Café du 16 mars dernier, une vidéo projection a été spécialement réalisée présentant une centaine de Unes historiques du journal de 1957 à 2007. Cette présentation numérique est désormais téléchargeable par Internet, sur le site départemental du PCF, à l'adresse www.pcf-44.com. Au-delà de son côté « diaporama des familles » souligné dans le débat, cette présentation met bien en évidence la permanence des orientations et combats sociaux et politiques de notre journal, le seul journal d'un Parti dans le département.

Présentation PowerPoint. Temps de téléchargement gratuit : 1 à 3 min selon la vitesse de votre haut débit.

MÉDIAS

Meeting et médias

L'ultime phase de la campagne sera marquée non plus par "l'équité" mais désormais par "l'égalité". Acceptons-en l'augure, mais certains traitements médiatiques du meeting avec Marie-George BUFFET à Nantes, portent plutôt à en douter. Ayant eu lieu le samedi après-midi, il paraissait normal que la presse écrite en parle d'abord dans ses éditions du dimanche, mais surtout dans celles du lundi 26. Ce qui fut effectivement

le cas pour Ouest-France, avec des articles conformes aux faits, de Marc LE DUC, dont un titré : « BUFFET : la France "rebelle et populaire" ». Mais, pour Presse-Océan, plus rien dès lundi. Après, le dimanche, un papier de X. BOUSSION. Dans trois colonnes sur quatre, son contenu n'est d'abord qu'un "couper-coller" des dépêches du samedi soir (AP à 21h. et Reuters à 22h). Quant au reste, tout est fait pour minimiser ou discréditer le meeting. Le nombre d'abord : « 2 400 militants remplissant les deux tiers de la salle ». Les compteurs officiels des tourniquets

du Zénith ont comptabilisé 2 500 personnes. Dans une disposition à 3000 places, ça fait un peu plus des 4/5èmes, non ? Pour cette candidate dûment étiquetée communiste - au lieu de "populaire et antilibérale" - on ne voit « ni faucille ni marteau sur les drapeaux et les affiches » ? Ça fait des années qu'ils n'y figurent plus. Et puis, rien ici que des « militants » ! Pas pensable que des non-encartés y participent. Et, insistant lourdement : « beaucoup de cheveux gris et blancs ». Les nombreux jeunes qui figurent sur la photo, juste en dessous de l'article, les intervenantes à la tribune et les

jeunes candidates aux législatives étaient-ils donc invisibles ?

Sous le titre « A gauche toute », FR3 diffusait également, dès samedi soir dans son "19-20", un reportage de 2min, qui, s'il sous-estimait encore plus le nombre des participants réduits à « près de 2 000 », soulignait que « le rouge était de sortie, les militants et les sympathisants aussi », « curieux et convaincus » mêlés.

L'occasion de mesurer in vivo les écarts entre les réalités observables et la manière dont les médias les présentent : une expérience qui incite plus que jamais à la vigilance et à la prudence pour la suite de la campagne.

près de vous

Transports en commun

Des insatisfactions sur le réseau nantais

Depuis l'inauguration du Busway qui constitue une avancée majeure dans l'offre de transport de Nantes Métropole, notre journal s'est fait l'écho de certains manques dans le nouveau réseau mis en place de la ligne n°4. Lors du dernier conseil communautaire, Daniel FROUIN a souligné combien il était décisif d'entendre sur ce point les usagers. L'élu communiste a reconnu que, depuis novembre 2006, des réponses avaient été apportées sur certains secteurs comme Rezé et Saint-Jacques... des dessertes ont été confortées, le service Proxitan mis en place. Il a néanmoins constaté que « pour d'autres secteurs, comme à Beaufort, des insatisfactions subsistent... le service « Proxitan » ne semblant pas répondre à l'attente des habitants et usagers des transports collectifs ».

Missillac

Une majorité « apolitique » de droite

Vous proposez, « un budget bien équilibré, un document comptable tiré à quatre épingles... On peut toujours se dire apolitique devant ses électeurs constate Michel GUILLET et, dans les faits, appliquer, tous les jours, dans sa commune, les orientations libérales du gouvernement ». Ainsi, la majorité municipale vote t-elle une subvention à l'école privée pour organiser les activités périscolaires et décide de créer... une commission pour réfléchir à l'extension de l'école publique Françoise Dolto alors que les préfabriqués s'entassent dans la cour et que, dès la rentrée de septembre, c'est une nouvelle classe, peut être deux qui devront ouvrir leurs portes. « Parce que nous avons une autre conception du service public communal, parce que nous pensons qu'il est urgent de ne plus subir mais qu'il faut se battre pour obtenir les moyens financiers d'une gestion plus solidaire et plus humaine, plus proche des citoyens, nous ne voterons pas ce budget » a conclu l'élu.

La Baule

Enfin des logements sociaux !

Construire 43 logements sociaux et 43 logements aidés par an, c'est l'engagement que vient de prendre le Conseil municipal en approuvant à l'unanimité le programme local de l'habitat proposé par Cap Atlantique. Une véritable (r)évolution dont se réjouit Gérard DENOYELLE. Une victoire pour l'élu communiste qui mène campagne depuis des années pour que le Maire UMP applique enfin la loi Solidarité et Rénovation Urbaine sur la commune.

L'activité

Conseil général

Jean Louis LE CORRE «La finance casse notre outil industriel »

Jean Louis LE CORRE a alerté l'Assemblée « sur les événements particulièrement inquiétants » qui fragilisent l'outil industriel de notre département. Alcatel a annoncé sa volonté de décentraliser sa filiale RFS en Inde. Chez Airbus, Power 8, c'est 10 000 suppressions d'emplois en Europe. Les salariés ont raison d'être révoltés. « Ils ne veulent pas payer pour les erreurs des managers ». « On parle de l'entrée des régions dans le capital, ce n'est pas leur rôle. Seuls, les États et l'Europe sont capables d'assumer de tels projets aéronautiques et industriels ». Les salariés d'Aker Yards viennent d'apprendre que le groupe vend ses parts pour « réaliser une grosse plus-value financière. » Le carnet de route d'Aker Yards « doit être profondément revu » et « Alstom doit être placé devant ses responsabilités ». La finance et la spéculation « font peser des risques considérables sur l'emploi et l'avenir du bassin de Saint-Nazaire, sur notre département, sur l'industrie française ». Jean Louis LE CORRE propose donc de solliciter une audience auprès du Préfet de Loire Atlantique et de « demander au gouvernement d'organiser une session extraordinaire du Parlement sur tous les dossiers industriels en cours... »



Présidentielles

Les élus s'engagent

Le 14 mars dernier, à Paris, la rencontre nationale des élus communistes et républicains avec Marie-George BUF-FET a abordé de front la « responsabilité particulière » des élus dans les campagnes des élections présidentielle et législatives. Marc JUSTY, Michel LUCAS, Annick MARTIN et Christian PELLOQUET y participaient. Nous publions ci-dessous un premier appel d'élus de notre département qui s'engagent résolument pour « donner un nouvel élan à la gauche populaire et antilibérale pour battre la droite et l'extrême droite, faire gagner la gauche pour changer vraiment. »



de front la « responsabilité particulière » des élus dans les campagnes des élections présidentielle et législatives. Marc JUSTY, Michel LUCAS, Annick MARTIN et Christian PELLOQUET y participaient. Nous publions ci-dessous un premier appel d'élus de notre département qui s'engagent résolument pour « donner un nouvel élan à la gauche populaire et antilibérale pour battre la droite et l'extrême droite, faire gagner la gauche pour changer vraiment. »

ALLAIN Jean-Michel, Aoustin Georgette, Aoustin Jean, Auffret Gaston, Aufort Claude, BACONNAIS Gisèle, BARDON Jacques, Belliot Laurent, BEYER Chantal, BILLET Roger, BLAIS Yves, BONTEMPS Gilles, BOUALEM Christian, BOUFFENIE Delphine, BOURSICOT Josette, BOUTET Annie, BOUTIN Jacques, BROUSSARD Rémi, CHAZAL Alain, CHENEAU Yannick, CHERRIER Maurice, CHIABERGE Huguette, CHEDOTAL Mireille, CLAQUIN Nicole, CONSTANT Claude, CORRE Maryvonne, COTILLON Joël, DAVID Roger, DELAHAIE Hubert, DENOYELLE Gérard, DESPORTES Sylvie, DIVET Lysiane, DORE Nadine, DUPLAIX Marie-France, FLEURY Daniel, FROUIN Daniel, GAVALON Alain, GERARD Jean-Pierre, GOUTY Michel, GRANDIN Michel, GUEGAN Michel, GUEVEL Viviane, GUILLET Michel, GUINCHARD Jean-Luc, HALGAND Philippe, HAMON Patrick, HARDY Alain, HOTTELARD Jeannine, JAKUES Nicole, JOUIN Patricia, JUSTY Marc, LABOUR Lydie, LANNUZEL Raymond, LASTENNET Françoise, LE BARILLEC Daniel, LE BOURHIS Jean-Pierre, LE CORRE Jean-Louis, LEBOSSÉ Jean-Noël, LETRANGE Bernard, LUCAS Michel, MAHE André, MAHE Sabine, MAHE Véronique, MANDIN Anyvonne, MARCHAND Paule, MARTIN Annick, MENARD Jacqueline, MENUET Jean-Luc, MOREL Evelyne, MORICEAU Henri, MURATI Jean-Joël, OLIVAUD Elisabeth, ORIAUT Christelle, PANNETIER Serge, PAQUET Jocelyne, PATRON Joëlle, PELLOQUET Christian, PERCEVAULT Roselyne, PICARDA Anne, PICAUD Michèle, PLOUSSEAU Serge, PLONGEON Jean-Georges, PLUMET Jean-Luc, POTIRON Didier, POULAIN Jean-Paul, PRAT Séverine, PRUD'HOMME Pierrette, RICA Michel, RIOU Pierre, ROCHE Isabelle, ROMAND Jean-Yves, ROUSSEAU Jacques, SABIN Sylvie, SANZ Dominique, SAULNIER Christian, TETE Jean-Pierre, TRARIEUX Michel, VINCE Yann.

Au Conseil régional

Hubert DELAHAIE

«Un contrat de projets majoré de 30% »

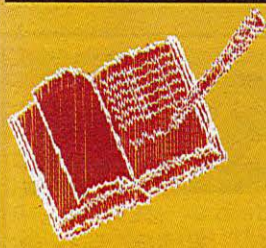
Le Conseiller de Brière est intervenu sur le Contrat de Projets qui doit lier l'état et la région pour les prochaines années. Il a d'abord souhaité que les engagements soient, cette fois, tenus. Evoquant « le fardeau de la dette publique », le Premier ministre avait, dans un premier temps, fortement réduit les enveloppes financières. « La dette ! C'est la dernière astuce trouvée par la Droite pour présenter les choix du libéralisme comme des contraintes économiques absolues » s'est indigné Hubert DELAHAIE. « Les collectivités locales qui ont une dette ont aussi des avoirs : écoles, routes, stades, hôpitaux, des lycées, des gymnases, des centres culturels... d'une valeur de plus de 1.000 milliards d'euros et qui préparent l'avenir des enfants d'aujourd'hui. » L'élu s'est félicité de « la combativité de la majorité de gauche qui aura contraint le gouvernement à revoir sa copie et à majorer l'enveloppe consacrée aux Pays de la Loire de plus de 30% ». Avec les engagements financiers du contrat de plan, du Plan Loire et des conventions complémentaires, ce sont « 1,3 milliard d'euros qui seront engagés dans les années à venir pour l'aménagement de notre territoire » a-t-il précisé.

Michèle PICAUD

« Le logement, c'est la responsabilité de l'Etat »

Comment faire pour trouver un toit aujourd'hui ? questionne Michèle PICAUD. Nombre « d'hommes et de femmes qui ont un emploi fixe ne sont même plus en capacité de pouvoir se loger décemment ! » La situation de pénurie que connaît le pays, « tout à fait inédite depuis l'après-guerre » constitue socialement « une véritable régression. » Jean-Louis BORLOO « parade en affirmant avoir réussi le miracle de la multiplication des logements » mais le vote, sous la pression de l'opinion publique de la loi sur le droit au logement opposable « sonne comme un terrible aveu d'échec pour la droite. », Pour le seul parc public des Pays de la Loire, « on comptait, d'après les études récentes du Conseil Economique et Social Régional, plus de 69.610 demandes » précise l'élu. Regrettant que « l'Etablissement Public Foncier Régional...qui doit être créé par décret du Conseil d'Etat, ne puisse être, d'ores et déjà, opérationnel » la Conseillère communiste reconnaît que si la Région a un rôle à jouer dans ce domaine, il ne peut être que limité. L'Etat, insiste t-elle, doit absolument en garder la compétence et la responsabilité. C'est pourquoi « le Groupe communiste souhaite, au plan national, la création d'un véritable service public du logement qui doit garantir le droit opposable à un logement de qualité et adapté à tous et réformer le système de financement du logement social en revalorisant le taux du livret A, le tout adossé à un pôle financier public du crédit ».

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Brière : Le Conseil local de la section du Parti communiste se réunira le 5 avril à Saint-Joachim

Rezé Sud Loire : Le Conseil local de la section du Parti communiste se réunira le 3 avril à Rezé

Basse Loire : Le Conseil local de la section du Parti Communiste se réunira le 19 avril à 18h30 salle de la Fraternité à Couëron

Les communistes de Bouguenais organisent une réunion publique le 31 mars.

Dimanche 22 avril : Premier tour de l'élection présidentielle. Les bureaux de vote seront ouverts dans le département de 8 heures à 18 heures sauf dérogation pour les grandes villes notamment de l'agglomération nantaise. Les mairies doivent afficher les horaires d'ouverture des bureaux de leur commune, le 17 avril au plus tard.

AIRBUS, AKER, ALCATEL... LA CGT MOBILISE

Airbus dans l'œil du cyclone, les Chantiers de l'Atlantique à peine achetés par Aker, déjà revendus à des financiers dont on peine à connaître l'identité (« **et qui prendront certainement la fuite au moindre avis de tempête** » affirme, en connaisseur, Joël CADORET, responsable du syndicat), le diéséliste SEMT Pielstick transformé en atelier de montage par MAN, Alcatel qui veut délocaliser sa filiale trignacaise, en Inde... « **C'est l'outil industriel de la Loire-Atlantique, des Pays de la Loire qui est touché au cœur. Si on laisse faire, nos villes seront, demain, des villes mortes au pied de déserts industriels !** », affirme Frédéric GAUTIER, responsable départemental de la métallurgie CGT. Remontés, les militants syndicaux des quatre entreprises donnent une conférence de presse dans les locaux de l'Union locale CGT de Saint-Nazaire, quelques minutes après avoir rencontré le sous Préfet et lui avoir fait part de leurs très fortes préoccupations. « **Il ne s'agit plus pour les actionnaires de fermer les portes d'entreprises en difficulté... Toutes les quatre font de gros bénéfices, toutes les quatre ont un carnet de commandes rempli, toutes les quatre sont des fleurons de la technologie, toutes les quatre sont malmenées par une spéculation boursière qui risque de les emporter et avec elles, des centaines de soustraitants et des milliers d'emplois** ». Les syndicalistes se disent « **touchés** » par le cynisme d'actionnaires « **sans foi ni loi** » mais « **lucides** » sur leur capacité à se faire entendre et à mobiliser l'opinion. « **82% des Français se disent d'accord avec la bataille des salariés d'Airbus** » remarque Christian CAILLE, qui précise que la CGT va à la rencontre des salariés pour les inviter « **à sortir des boîtes et aller à la rencontre de la population** ». A commencer par le 4 avril, journée d'action et de mobilisation dans la métallurgie.

LES SALARIÉS DE LA FONDATION AMIPI EN GRÈVE DEPUIS LE JEUDI 22 MARS.

Les salariés de la Fondation AMIPI en grève depuis le jeudi 22 mars. Suite à l'échec des négociations annuelles obligatoires, les salariés de tous les sites AMIPI ont décidé de se mettre en grève. Cela concerne 7 sites en Pays de la Loire dont 2 sur Carquefou qui sous-traitent du matériel pour PSA. Ces salariés handicapés, sont rémunérés au rendement sans tenir compte de leur handicap. S'ils atteignent 45% du rendement, ils ont le SMIC, et par tranche de 5% une rémunération supplémentaire. Beaucoup d'entre eux n'atteignent pas ces 45%. C'est dire combien les salaires sont inégalitaires. Autre phénomène, les agents de maîtrise, embauchés au SMIC, encadrent des salariés handicapés, sans aucune formation adaptée. Ils sont recrutés sur leur compétence technique pour régler les machines seulement. A l'embauche, la direction ne leur signale même pas qu'ils auront à faire à des salariés en difficulté. Aucune cellule psychologique n'est en place, pour tous les salariés, malgré les difficultés rencontrées quotidiennement. Tous ensemble, ils souhaitent une revalorisation générale de 5%, un 13ème mois et diverses primes (repas, transport). La direction fait un blocage total et malgré les tentatives de négociation, les avancées sont ridicules. C'est pourquoi le mouvement se durcit sur tous les sites. Les camions sont bloqués car il y a un stockage important. Ce qui permet de ralentir la chaîne de production à suivre. Ces salariés doivent être reconnus comme des salariés à part entière

NÉCROLOGIE

La Cellule des portuaires de Nantes du Parti Communiste Français a eu la douleur de perdre brutalement à la mi-mars, l'un de ses camarades, Guy FAYOLLE. Les communistes tiennent à faire part de leur émotion et assurent ses fils, sa compagne et toute sa famille, de leur amitié et de leur soutien.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Aymeric SEASSAU
Yann VINCE



Vite lu...

SAINT-NAZAIRE : LES COMMUNISTES INTERPELLENT LE MAIRE

Le 15 mars a marqué la fin de la trêve hivernale des expulsions locatives. C'est pourquoi, la section du P.C.F de Saint-Nazaire vous demande de bien vouloir inscrire à l'ordre du jour du prochain Conseil municipal, le vote d'un arrêté déclarant : « **Saint-Nazaire, ville interdite aux expulsions locatives et aux coupures d'électricité et de gaz touchant les familles en difficulté pour des raisons économiques où à cause de l'insécurité sociale.** » De nombreux Maires et Conseils municipaux dans toute la France ont déjà pris de tels arrêtés. S'ils sont plus nombreux demain, leur protestation républicaine permettra de faire évoluer la législation et de déclarer hors la loi, les expulsions de la misère. Cette mesure d'interdiction des expulsions, doit être un des volets du droit au logement. Elle devrait être intégrée dans la loi pour le droit au logement opposable. Priver des familles en difficultés de leurs droits fondamentaux, constitue une atteinte à la dignité humaine et une mise en danger de leur santé. L'arrêté municipal que nous proposons, s'appuie sur les lois régissant le Code général des collectivités territoriales. D'après celui-ci, le Maire est en charge d'assurer la sécurité, la salubrité sur sa commune. La section du P.C.F de Saint-Nazaire vous demande également de bien vouloir mettre à l'ordre du jour du prochain Conseil municipal, le vote d'une motion demandant au Préfet de Loire-Atlantique de prolonger le visa de l'étudiante turque qui effectuant actuellement ses études à Saint-Nazaire, est menacée d'expulsion. Cette étudiante doit pouvoir terminer ses études et réussir son BTS dans notre ville. Le Maire de Saint-Nazaire et le Conseil municipal doivent s'engager sur ces deux questions, qui constituent de graves atteintes à la dignité humaine.



Ces dernières années, le gouvernement français a voulu imposer au système éducatif de nombreuses mesures visant à libéraliser l'éducation. Réforme LMD, loi Fillon, ... participent d'une tendance à vouloir faire de l'enseignement une simple marchandise, ce qui n'est malheureusement pas limité à la France. Nos voisins allemands ne sont pas non plus épargnés. De l'autre côté de la frontière, les universités sont libres de choisir si elles veulent faire

payer des droits d'inscription et qui elles veulent faire payer. Et 28 des 33 universités publiques le font ! Anne vient de commencer ses études d'ingénieur à Aachen (Nordrhein-Westfalen), juste au moment où son université a choisi de faire payer les inscriptions. Réforme qui ne touche que les premières années, pour le moment. Il est prévu que cela s'élargisse progressivement à tous les niveaux. Ce sont plus de 1 000€ que ses parents

ont dû déboursier pour qu'elle puisse suivre des études supérieures ! Que ce serait-il passé si elle s'était trompée d'orientation ? Elle découvre beaucoup de nouvelles matières, aurait-elle dû savoir par avance si ce qu'elle ne connaissait pas encore, lui conviendrait ? Et si elle ne s'avérait pas assez bonne ? « Je ne peux même pas envisager cette hypothèse [d'échouer], mes parents ont tant payé pour cette année, je n'ai pas le droit à l'erreur, je dois réussir, je n'ai pas le choix ». Anne a bien eu de la chance qu'un événement extérieur ne soit venu,

comme pour d'autres étudiants (difficultés matérielles, raisons familiales, ...) perturber son année ... Et comment font ceux qui n'ont pas les moyens de payer ne serait-ce qu'une année ? La réponse est dans ces chiffres : depuis la rentrée (et donc la mise en place des ces frais), les effectifs de cette université ont diminué de 5%. Et au niveau de notre pays ? Les universités ont certes le choix d'être ou non payantes,

mais quand les autres établissements gagnent de l'argent leur permettant de s'améliorer, d'attirer alors encore plus d'élèves, et d'avoir ainsi encore plus d'argent, comment feront les autres ? Les inégalités entre universités vont se creuser, les diplômes n'auront pas du tout la même valeur selon l'université, et, finalement, seuls ceux qui auront les moyens de payer des frais exorbitants, auront accès à une formation de qualité.

C'est bien l'une des conséquences inadmissibles du capitalisme qui considère jusqu'aux esprits, comme un bien marchand sur lequel on peut spéculer. Ce ne sera pas sans conséquence sur la qualité de l'éducation, modifiant les rapports entre les différents acteurs du système éducatif. Les professeurs ne sont pas des prestataires de services ni les étudiants, des clients. L'enseignement ne doit à aucun prix, être libéralisé. Il faut se battre pour défendre nos droits à une éducation de qualité et au contraire améliorer le système éducatif.